12 priorités

pour les prochaines coalitions régionales et fédérales

— 7 mai 2019

Vlaams netwerk van ondernemingen

union wallonne des entreprises

BRUSSELS ENTERPRISES COMMERCE AND INDUSTRY

Le temps des ‘demi-solutions’ est révolu, des solutions fondamentales sont nécessaires

Bruxelles, la Flandre et la Wallonie ont chacune leurs propres caractéristiques socioéconomiques. Un rapide coup d’œil sur les divers chiffres du marché de l’emploi, par exemple, montre clairement qu’il existe des différences économiques importantes entre les trois régions. C’est pourquoi des réponses politiques distinctes, avec des points d’attention spécifiques, sont nécessaires pour chaque région. Mais les grandes tendances qui influencent le potentiel économique des régions à plus long terme sont souvent les mêmes.

Nous ne devons pas nous satisfaire de la bonne situation économique de ces dernières années. En effet, le climat conjoncturel s’inverse progressivement et les défis structurels sont plus importants que jamais. Au cours de la prochaine législature, plusieurs grands changements économiques et sociaux, amorcés depuis longtemps déjà, se concrétiseront pleinement. La Belgique et ses régions n’ont pas vraiment été des moteurs dans l’approche des défis qui y sont liés. Et nous risquons à présent de devoir en payer le prix. Le temps des ‘demi-solutions’ est révolu. Les prochaines coalitions régionales et fédérales devront se mettre au travail de toute urgence pour contrer l’influence négative de ces tendances sur notre économie et notre société.

Dans ce contexte, les pouvoirs publics peuvent compter sur les entrepreneurs qui continueront à œuvrer en faveur de l’innovation, de l’excellence, du bien-être et de l’emploi. En effet, grâce à leur esprit d’entreprise, les entrepreneurs contribuent de manière significative à relever les défis d’aujourd’hui et de demain. Il faut continuer à soutenir cet esprit d’entreprise.

Afin de combiner les solutions fondamentales pour les 3 régions avec la spécificité de chaque région, les organisations patronales régionales BECI, UWE et VOKA ont uni leurs forces. Nous proposons ici 12 priorités communes qui apportent une réponse cohérente aux défis auxquels la Belgique et ses régions sont confrontées. Nous souhaitons ainsi envoyer un signal clair aux prochaines coalitions régionales et fédérales: l’agenda des entreprises est clair, il permettra d’élever le niveau de chaque région et nous souhaitons que les prochaines coalitions le concrétisent. Pour ce faire, elles peuvent d’ores et déjà compter sur notre collaboration!

12 priorités communes pour 6 domaines importants

Mobilité

1. Instauration d'une taxe kilométrique intelligente
2. Investir davantage dans l'infrastructure de la mobilité

Enseignement

3. Investir davantage dans les STEM
4. Étendre l'alternance

Marché du travail

5. Diminution des charges fiscales sur le travail
6. Investir davantage dans l'apprentissage tout au long de la vie

Pouvoirs publics

7. Simplification administrative
8. Discipline budgétaire combinée au gel des impôts

Énergie

9. Pacte énergétique efficace
10. Augmenter l'efficacité énergétique des bâtiments

Innovation

11. Investir dans la numérisation
12. Investir davantage dans la R&D

12 priorités communes

Il existe 6 domaines socioéconomiques importants dans lesquels des interventions fondamentales sont nécessaires de toute urgence pour élever le niveau de l'économie et de la société dans chaque région. Pour chaque domaine, VOKA-UWE-BECI formulent 2 priorités.

1

Instauration d'une taxe kilométrique intelligente

VOKA-UWE-BECI plaident pour une fiscalité intelligente pour piloter les flux de circulation. Elle peut prendre la forme d'une taxe kilométrique intelligente pour tous. Une taxe qui varie en fonction du lieu, du moment et des caractéristiques écologiques des véhicules. Une telle taxe peut donc différer entre les 3 régions, mais elle doit fonctionner selon le même système, comme c'est déjà le cas aujourd'hui pour les camions. En ce sens, il est important de développer ce système en concertation avec les 3 régions. La taxe kilométrique intelligente remplace les taxes de circulation existantes. Les éventuelles recettes supplémentaires sont investies dans l'infrastructure de la mobilité.

2

Investir davantage dans l'infrastructure de la mobilité

Le manque d'investissements des différents niveaux de pouvoir pendant des décennies conduit à l'obsolescence des infrastructures de mobilité dans les trois régions. Elles ne répondent plus aux besoins de l'économie et de la société d'aujourd'hui, et encore moins à ceux de demain. C'est pourquoi des investissements supplémentaires dans les infrastructures de mobilité sont à l'ordre du jour dans chacune des régions. Concrètement, le VOKA demande une augmentation de 500 millions d'euros du budget dédié à l'infrastructure pour la mobilité. BECI demande des investissements supplémentaires dans la ligne 3 du métro, dans un réseau Express Bruxellois et dans l'entretien des infrastructures existantes. L'UWE appelle à un nouveau plan Infrastructures pour la période 2020-2030, favorisant les projets au plus fort levier économique, s'inscrivant davantage dans un objectif de multimodalité et comprenant aussi des projets liés aux plateformes multimodales, aux aéroports et au réseau ferroviaire.

3

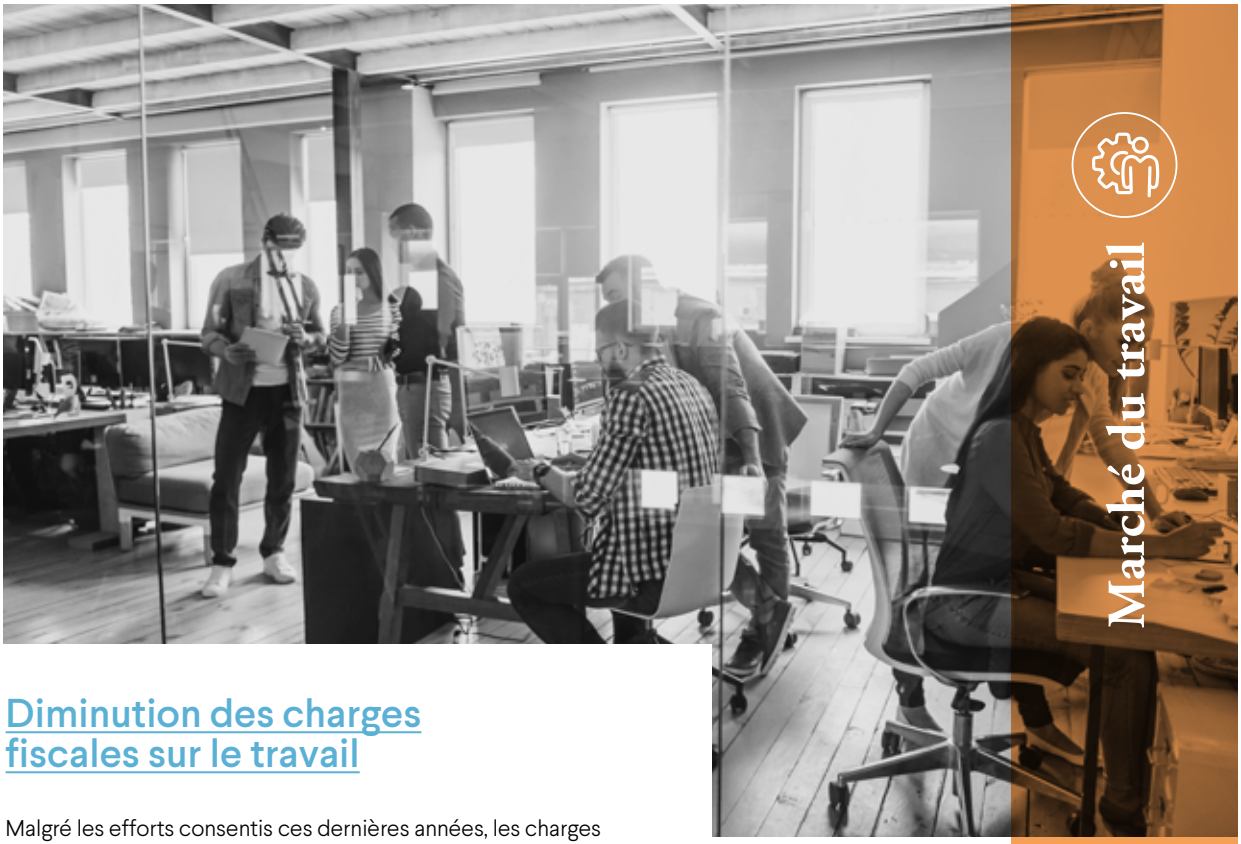
Investir davantage dans les STEM

Dans chacune des régions, les entreprises éprouvent déjà des difficultés à trouver du personnel qualifié. Dans le même temps, un nombre considérablement faible d'étudiants optent aujourd'hui pour des filières STEM, alors qu'elles forment les étudiants dont nous avons besoin sur le marché du travail d'aujourd'hui et de demain. Pour l'ensemble des régions, seulement 17% des étudiants de l'enseignement supérieur terminent leurs études dans une option STEM aujourd'hui. C'est nettement moins que la moyenne européenne (26%) et moins de la moitié du pourcentage en Allemagne (36%). VOKA-UWE-BECI plaident donc en faveur de plans d'action concrets pour promouvoir les filières STEM; les trois organisations sont également prêtes à s'y investir.

4

Étendre l'alternance

Afin de mieux harmoniser l'enseignement et le marché du travail, l'alternance est un système qui a déjà fait ses preuves en Allemagne et en Suisse depuis longtemps, mais aussi plus récemment par le biais de projets pilotes en Flandre et par la mise en place de baccalauréats et de masters en alternance en Communauté française. Par conséquent, VOKA-UWE-BECI demandent une revalorisation de l'alternance, respectivement la formation sur le lieu de travail, en parcours scolaire à part entière avec un accès direct au marché du travail et une extension des possibilités existantes en alternance, respectivement la formation sur le lieu de travail. Cette possibilité doit également être amplifiée dans l'enseignement supérieur.



5

Diminution des charges fiscales sur le travail

Malgré les efforts consentis ces dernières années, les charges fiscales sur le travail restent parmi les plus élevées au monde. Il s'agit d'un facteur de distorsion important pour le fonctionnement du marché du travail, qui freine la création d'emplois et pousse trop peu de personnes à vouloir travailler. Une réduction des charges fiscales sur le travail est aussi le seul moyen de renforcer le pouvoir d'achat des actifs sans compromettre la compétitivité des entreprises. Par conséquent, VOKA-UWE-BECI demandent de continuer à œuvrer à la réduction des charges fiscales sur le travail. Ces efforts pourraient éventuellement se concentrer sur les bas salaires si cela s'avérait nécessaire d'un point de vue budgétaire.

6

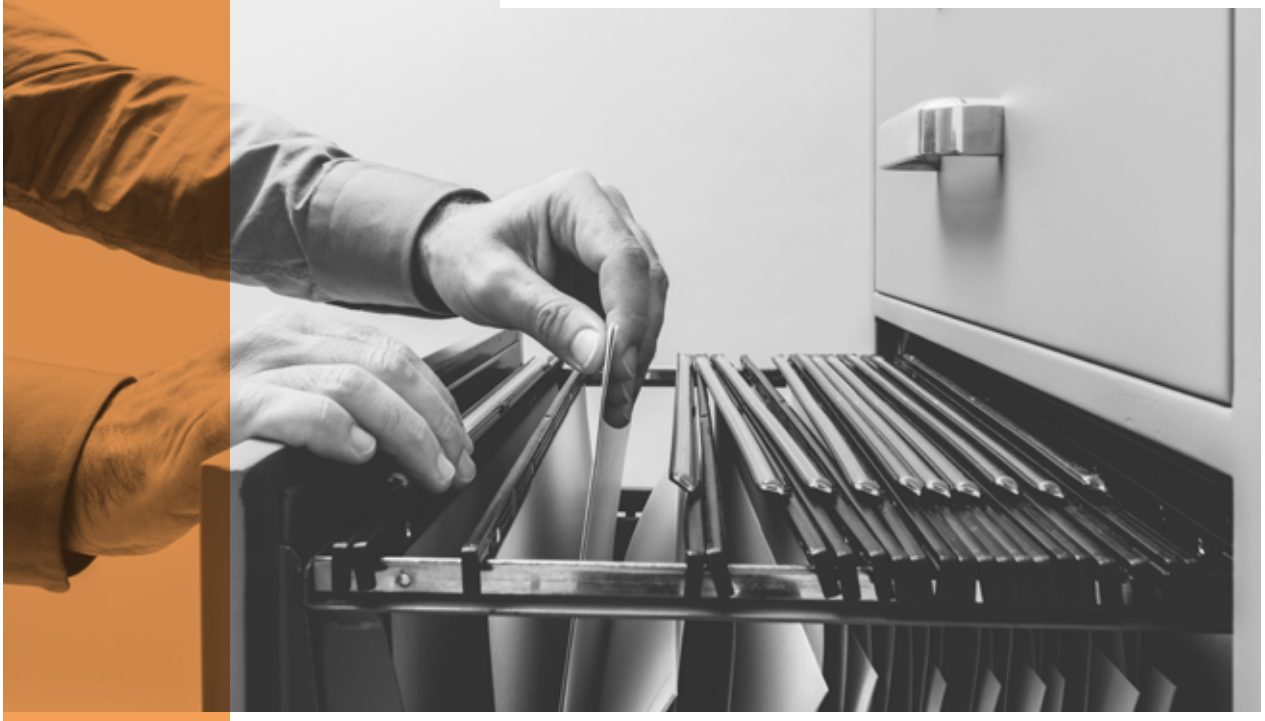
Investir davantage dans l'apprentissage tout au long de la vie

La révolution technologique en cours modifie profondément le marché du travail: les emplois et les fonctions changent et nécessitent d'autres compétences. C'est pourquoi la formation continue ou l'apprentissage tout au long de la vie ne cesse de gagner en importance. Malheureusement, nos performances à cet égard sont remarquablement faibles depuis longtemps: les chiffres récents de l'OCDE montrent que 1 Belge sur 2 ne veut pas se recycler, ce qui est choquant et inacceptable. VOKA-UWE-BECI préconisent donc des efforts bien plus importants pour que l'apprentissage tout au long de la vie devienne la norme. BECI demande ainsi une augmentation substantielle des budgets destinés aux entreprises qui s'engagent dans la formation permanente. Le VOKA plaide pour une plus grande responsabilisation du travailleur par le biais d'un calendrier d'apprentissage avec obligation de qualification périodique. L'UWE demande une politique de soutien à la formation des salariés et des demandeurs d'emploi dans les métiers en pénurie, les métiers d'avenir ou en reconversion, que ces formations se fassent directement en entreprise ou par l'intermédiaire d'un centre de compétence, d'un fonds sectoriel ou en faisant appel à des sous-traitants.

7

Simplification administrative

Outre les charges fiscales, les charges administratives constituent également un obstacle important pour les entreprises. Dans chaque région, il est possible d'améliorer l'environnement des entreprises via la simplification administrative. Les possibilités offertes par la digitalisation doivent aussi être davantage exploitées dans le secteur public. Par ailleurs, il est recommandé à chaque pouvoir public d'adopter une approche plus orientée client, en privilégiant le principe 'only once'.



8

Discipline budgétaire combinée au gel des impôts

Les défis budgétaires des pouvoirs publics sont importants à tous les niveaux. Des finances publiques équilibrées sont toutefois une condition indispensable pour éviter des impôts supplémentaires à terme et pour laisser la place aux investissements publics nécessaires. VOKA-UWE-BECI plaident donc pour une discipline budgétaire suffisante de la part de chaque niveau de pouvoir. En outre, les trois organisations demandent un gel fiscal pendant la prochaine législature. Les défis financiers doivent être relevés en limitant l'augmentation des dépenses et non en augmentant les impôts.

9

Pacte énergétique efficace

Les doutes concernant l'approvisionnement énergétique et son influence sur les prix de l'énergie sont une préoccupation pour les entreprises des trois régions. C'est pourquoi VOKA-UWE-BECI plaident pour un pacte énergétique efficace qui doit apporter des garanties concernant la sécurité d'approvisionnement, des tarifs abordables et compétitifs et le respect des objectifs climatiques. Dans ce cadre, il est également nécessaire de rendre la norme énergétique opérationnelle. Elle doit faire en sorte que les coûts énergétiques restent en toutes circonstances concurrentiels par rapport aux principaux partenaires commerciaux.

10

Augmenter l'efficacité énergétique des bâtiments

En vue d'atteindre les objectifs climatiques, les entreprises ont déjà fourni la majeure partie des efforts et s'engagent à en faire plus encore à l'avenir. Au cours des prochaines années, le plus gros bénéfice en termes de réduction des gaz à effet de serre sera retiré des bâtiments, principalement les habitations de particuliers. En effet, en termes d'efficacité énergétique des bâtiments, nous sommes largement à la traîne en Europe : VOKA-UWE-BECI réclament d'urgence des initiatives supplémentaires à cet égard, notamment par le biais de mesures de rénovation poussées. Les pouvoirs publics doivent également montrer l'exemple en matière d'efficacité énergétique des bâtiments publics.

11

Investir dans la numérisation

La révolution numérique affecte une part sans cesse croissante de notre économie et de notre société. VOKA-UWE-BECI demandent aux autorités de redoubler d'efforts pour accompagner et stimuler ce changement. À cet égard, les pouvoirs publics doivent jouer un rôle moteur dans l'utilisation des possibilités numériques. C'est pourquoi BECI plaide pour le déploiement de la 5G à Bruxelles et l'UWE demande la mise en œuvre du plan 'Digital Wallonia 2.0'. Le VOKA demande que la numérisation soit appliquée plus rapidement à la mobilité, aux soins, à l'enseignement et aux pouvoirs publics.

12

Investir davantage dans la R&D

Les trois régions doivent continuer à se profiler comme des économies de la connaissance. De nombreux efforts sont déjà consentis dans ce domaine, mais nous sommes toujours à la traîne par rapport aux pays les plus performants d'Europe. C'est pourquoi VOKA-UWE-BECI demandent le maintien des incitants fédéraux pour la R&D et des efforts supplémentaires des différentes autorités régionales en matière de R&D, surtout pour les PME. Concrètement, pour la prochaine législature, le VOKA demande des investissements publics supplémentaires en R&D d'au moins 500 millions d'euros pour des projets orientés vers l'entreprise. L'UWE demande d'augmenter le budget wallon pour la R&D de 100 millions d'euros. BECI demande que les moyens consacrés à la R&D soient portés à 2% du PIB régional, concrètement en augmentant les moyens d'Innoviris et de l'invest public pour le financement d'entreprises innovantes, avec un accent particulier pour les scale-ups.

Vous trouverez de plus amples informations sur nos propositions électorales sur:

» **Mémorandum BECI:** https://go.beci.be/memorandum

» **Mémorandum UWE:** http://heptathlon2024.be/
http://12-priorites.heptathlon2024.be/

» **Mémorandum VOKA:** www.durfkiezen.be

Editeur responsable: Hans Maertens i.o.v.
Voka vzw - Burgemeester Callewaertlaan 6 - 8810 Lichtervelde

12 priorités

Vlaams netwerk van ondernemingen

union wallonne des entreprises

BRUSSELS ENTERPRISES COMMERCE AND INDUSTRY